

A propos de GEMMA



GEMMA est un projet européen de recherche qui a pour objectif de réunir différents acteurs tels que des décideurs politiques, des chercheurs, des organisations de la société civile et les médias, concernés par le domaine du genre et de la migration. Comme la migration – étroitement liée à la notion de genre – est un enjeu majeur de notre époque, nous avons besoin de nouer un dialogue plus intense entre ces acteurs en Europe afin de faire face aux nombreux défis liés à la réalité de la migration et des questions de genre.

Plusieurs exemples peuvent être cités :

- **Les décideuses et décideurs politiques** ont besoin d'être informés précisément sur l'état de la question, aussi bien dans leur pays que dans l'Europe entière.
- **Les chercheuses et chercheurs** ont besoin de produire des résultats de recherche dont peuvent bénéficier les décideurs politiques et les médias.
- **Les organisations de la société civile**, qui sont souvent la source la plus proche d'information liée aux questions de genre et de migration, ont besoin d'être consulté de manière plus régulière et intense, ou même être impliquées dans la recherche tout comme dans les prises de décision politiques.
- **Les media** ont besoin d'obtenir des informations objectives et de produire une vision réaliste de la migration féminine et des enjeux qui y sont liés.

GEMMA souhaite faciliter ce dialogue multilatéral. Les partenaires de ce projet ont préparé ou vont préparer un certain nombre de services destinés aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux organisations de la société civile et aux médias. Ces services comprennent:

- La page Internet du projet
- Cette Lettre d'information qui paraîtra tous les quatre mois.
- Des ateliers dans chaque pays partenaire afin de mettre en relation des décideurs politiques et des chercheurs.
- Un forum dynamique d'échange d'opinions
- Une conférence afin de rencontrer des acteurs d'autres pays et afin de se renseigner sur les enjeux actuels dans le domaine du genre et de la migration, ainsi que sur les résultats produits par GEMMA.

Consultez régulièrement la page Internet de GEMMA afin de vous tenir au courant des événements à venir et des services qui pourraient vous intéresser, et souscrivez à la Lettre d'Information à l'adresse <http://www.gemmaproject.eu>

GEMMA est financé par le [Septième programme cadre de recherche et de développement](#) de l'Union Européenne.



Actualités

Le nouvel agenda social européen est lancé

Le 2 juillet 2008, la Commission Européenne a adopté un agenda ambitieux destiné à assurer que les politiques de l'Union Européenne font face efficacement aux défis économiques et sociaux contemporains.

Les documents peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=553&langId=en> .

Plus d'information sur l'agenda se trouve ici:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=547&langId=en> .

Source: Commission Européenne



Assurer la durabilité de l'enquête sociale européenne

Un travail a été entrepris afin d'assurer la durabilité à long terme de l'enquête sociale européenne (ESS). Depuis sa création en 2001, l'ESS s'est consacrée à la documentation des changements qui marquent la vie sociale, politique et culturelle de l'Europe.

L'ESS a décrit les changements à long terme dans le climat social, politique et moral en Europe. Les données recueillies par le groupe ont révélé des différences et similitudes surprenantes parmi plus de 30 pays européens.

L'ESS contribue à une meilleure compréhension des pays européens en publiant ces informations. Elle permet aux gouvernements, analystes politiques, chercheurs et au grand public de mieux interpréter la manière dont les populations dans les différents pays se voient elles-mêmes et voient le monde autour d'elles.

Pour plus d'informations, consultez la page suivante:

<http://www.europeansocialsurvey.org/>

Source: CORDIS

Scientific evidence for policy-making

L'amélioration du dialogue entre chercheurs et décideurs politiques est une condition sine qua non pour introduire les connaissances produites par les sciences sociales dans le cadre des projets de recherche financés par le programme cadre de la Commission Européenne. La Commission Européenne a publié un nouveau livre sur la manière de créer ce dialogue. Cette publication est basée sur les résultats d'une large série d'interviews menées avec des femmes et hommes politiques, des conseillers seniors et des spécialistes du transfert des connaissances, afin de proposer des solutions qui permettent de surmonter les obstacles qui rendent ce dialogue difficile.

Ce document peut être téléchargé ici:

<ftp://ftp.cordis.europa.eu/pub/fp7/ssh/docs/20080619en.pdf>

http://ec.europa.eu/research/social-sciences/pdf/scientific_evidence_policy-making_en.pdf

Source: Commission européenne

Événements

Conférence nationale sur "Immigration, éducation et droit de nationalité" 11-12 septembre 2008, Collegno (Torino), Italie

La conférence est organisée par FLC Cgil (Organisations syndicales nationales) et l'association Proteo Spaer Fare.

Pour plus d'information:

http://www.flcgil.it/notizie/news/2008/luglio/l_11_e_12_settembre_convegno_nazionale_immigrati_scuola_e_diritti_di_cittadinanza

Colloque sur mariage et migration vers le Royaume-Uni 16 septembre 2008, Oxford, Royaume-Uni

Le colloque est organisé par COMPAS –

The Centre on Migration Policy and Society, University of Oxford.

Contact:

Katharine.charsley@compas.ox.ac.uk

Conférence sur 'Les sciences sociales et humaines face aux défis du changement climatique', 22-23 septembre, Paris, France

Organisée à l'occasion de la Présidence française de l'Union Européenne, cette conférence a pour objectif de discuter les défis collectifs liés aux changement climatique.

Pour plus d'information:

<http://www.tse-fr.eu/confclimat-pfue/en/accueil.html>



Conférence sur "Immigrés mineurs et leur éducation" 19-20 octobre 2008, Rome, Italie

Le titre italien de cette conférence est «Veniamoci incontro! Adolescenti immigrati: dall'accoglienza al piano educativo personalizzato». La conférence est organisée par Unicef à Rome, Via Palestro 68.

Plus d'information:

<http://www.savethechildren.it/2003/eventi.asp?id=81>

Première conférence sur ESPAnet Italia: "Les politiques sociales en Italie et dans le scénario européen" 6-8 novembre 2008, Ancona, Italy

Plus d'information:

<http://www.savethechildren.it/2003/eventi.asp?id=81>

La Politique de l'Union Européenne concernant Genre et Migration¹

Un résumé du contexte politique dans lequel le projet GEMMA est situé

Depuis le Traité d'Amsterdam qui a été adopté en 1999, l'Union Européenne a la capacité d'agir dans le domaine de l'immigration. L'immigration ne relève plus de la coordination intergouvernementale, mais des actions qui doivent être adoptées par le Conseil des Ministres de l'UE. Avec l'objectif d'établir une politique commune d'immigration et d'asile pour la période 2005-2010, les Chefs des Etats membres de l'UE ont adopté un programme de travail initial pendant leur réunion à Tampere, qui a été suivi par le programme „La Haye” en novembre 2004. En juin 2005, la Commission a présenté un plan d'action pour la mise en oeuvre du programme adopté à la Haye. Les principaux domaines d'action de ce plan sont :

- La protection des droits fondamentaux des migrants;
- La définition d'une politique commune d'immigration qui garantie un statut légal et une série de droits pour les migrants légaux et qui développe des procédures de retour pour les migrants sans papiers;
- Le développement de meilleures politiques d'intégration afin de maximiser l'impact positif de la migration sur les sociétés européennes;

„L'intégration” est un des sujets principaux de l'action européenne concernant la politique commune d'immigration. Il est basé sur deux directives évitant la discrimination au travail basée sur la foi, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle (Directive relative à l'égalité en matière d'emploi). En outre, la Directive du Conseil du 25 novembre 2003 établit et règle le statut de la résidence à long terme pour les ressortissants des pays tiers qui ont résidé légalement dans un Etat membre pendant une période de cinq ans. Les principes de base communs pour l'intégration, adoptés par la Commission en Septembre 2005, soulignent la responsabilité des migrants et de la société d'accueil concernant l'intégration.

En décembre 2005, la Commission Européenne a publié un Plan Politique sur la Migration Légale qui énumère les actions et les mesures légales que la Commission veut prendre dans la période de 2007-2009. Ces actions et mesures se focalisent sur les procédures d'admission et les droits garantis pour une catégorie choisie de migrants économiques comme par exemple les migrants qui sont employés légalement et ont un permis de résidence, les travailleurs hautement qualifiés et les travailleurs saisonniers.

Les femmes migrantes ne sont pas mentionnées d'une manière explicite dans la discussion de l'Union Européenne sur une politique commune d'immigration. Elles ont tendance à être traitées par des politiques différentes au lieu de faire partie d'une approche intégrée. Néanmoins, des développements récents (comme par exemple la feuille de route



pour l'égalité entre femmes et hommes) montrent des changements positifs envers une reconnaissance de la multiple discrimination vécue par les femmes.

Mesures à prendre

L'Union Européenne a réalisé une série d'actions pour protéger les droits fondamentaux des femmes migrantes. Pourtant, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de rendre possible le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des femmes migrantes dans l'UE.

1. Assurer un statut légal des femmes migrantes
2. Condamner les pratiques traditionnelles nocives
3. Combattre la traite humaine
4. Droits sexuels/de la reproduction/Santé
5. Education et reconnaissance des qualifications
6. Régulation appropriée du travail domestique
7. Accès aux droits sociaux

Ces mesures, complétées par les recommandations de la Lobby Européenne des Femmes, servent en tant que base pour les actions à prendre dans les années à venir.

¹ Une version plus détaillée de ce document est disponible dans le Consortium GEMMA

² Source: Mapping the Challenges Faced by Migrant Women in the European Union; Equal Rights, Equal Voices, janvier 2007

Recherche dans le domaine du Genre et de la Migration

Publications choisies

Eleonore Kofman, 'The Knowledge Economy, Gender and Stratified Migrations' *Studies in Social Justice* 1(2) summer 2007, pp.30-43

La promotion des économies et des sociétés de la connaissance, qui correspond au sujet mobile en tant que porteur de compétences technologiques, managériales et cosmopolitiques d'un côté, et d'insécurités concernant l'ordre social et les identités nationales de l'autre, a -dans les précédentes années- mené à une polarisation accrue entre les migrants qualifiés et ceux qui sont considérés comme des personnes qui ne disposent pas de qualifications utiles. Les premiers sont regardés comme des porteurs de capital humain qui ont la capacité de s'assimiler facilement et qui méritent la citoyenneté ; les derniers sont considérés comme probables de poser des problèmes d'assimilation et de dépendance car ils sont économiquement et culturellement « différents » et reçoivent un statut transitoire et une citoyenneté partielle par les Etats d'accueil. Dans le contexte européen, cette tendance s'est renforcée par la réorganisation de l'espace géopolitique européen qui crée de nouvelles frontières d'exclusion et de justice sociale. L'insistance sur l'économie de la connaissance génère aussi des inégalités de genre et des stratifications basées sur les qualifications et les types de connaissances avec des implications pour la citoyenneté et la justice sociale.



The International Migration of Women. Ed. Maurice Schiff , Andrew R. Morrison and Mirja Sjoblom. Palgrave, 2007.

Parmi la population globale migratoire internationale presque la moitié sont des femmes. En dépit du grand nombre de femmes migrantes, il existait depuis longtemps un manque frappant d'analyses qui tiennent compte de la dimension du genre dans la littérature économique concernant la migration internationale et le développement. Ce tome est une contribution de grande valeur dans ce contexte car il fournit six nouvelles études qui se concentrent sur le lien entre genre, migration internationale et développement économique.

Lien du communiqué de presse:

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21561028~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html>

Oxfam et l'organisation partenaire Kalayaan ont lancé leur **rapport de recherche commun "The New Bonded Labour?" le 2 juillet 2008**. Le rapport révèle l'abus et l'exploitation de travailleurs domestiques immigrés au Royaume-Uni. Kalayaan est la seule organisation au Royaume-Uni qui propose des conseils et du soutien pour les travailleurs domestiques immigrés. La recherche a révélé que parmi les travailleurs enregistrés avec Kalayaan, 43% ont déclaré ne pas disposer de leur propre lit, 41% ne bénéficient pas de repas réguliers, 70% n'ont aucun temps libre et 61% n'ont pas le droit de quitter la maison.

Le rapport intégral se trouve à l'adresse suivante:

http://www.oxfam.org.uk/resources/ukpoverty/downloads/bonded_labour_full_report.pdf

Projets en cours

L'utilisation de lois anti-discrimination: genre et citoyenneté dans un contexte multiculturel - (GENDERACE, 2008-2010)

Le projet GendeRace analyse l'efficacité des lois anti-discrimination d'un point de vue des groupes cibles et en prenant une perspective qui prend en considération le genre. La recherche est financée par le 7e Programme Cadre de l'Union Européenne et réunit six équipes de recherche européennes. Le projet est coordonné par l'Université Libre de Bruxelles, Belgique, et l'Université de Barcelone GRECS, Espagne.

L'objectif du projet est d'améliorer notre compréhension du phénomène de double discrimination (race et genre) et de développer des outils pratiques qui permettent aux administrations, ONGs et institutions spécialisées de mieux mesurer l'efficacité des politiques et pratiques dans le champ de l'antidiscrimination lorsqu'il s'agit de cas de double discrimination.

Plus d'informations sur le projet se trouvent ici

<http://www.ulb.ac.be/is/gem/EN-projets.htm#GENDERACE>

La Société Civile dans Gender and Migration

**CARITAS:
Présentation d'une
étude sur les
conditions de vie et de
travail des immigrés à
Rome, Italie**

Caritas est une organisation italienne de la société civile qui offre un soutien quotidien aux citoyens immigrés. Un comptoir d'aide se trouve à l'intérieur de la structure de Caritas, prioritairement actif dans le domaine du traitement des êtres humains, réfugiés et demandeurs d'asile.

Caritas publie un dossier statistique annuel depuis 1990 sur la migration et effectue des études et des recherches sur l'immigration.

Le 1er juillet 2008, Caritas a présenté une publication à Rome, intitulée "Conditions de vie et de travail des immigrés dans la région de Rome. Etude de cas et analyse thématique".



Les immigrés réguliers

L'étude souligne que la région métropolitaine de Rome est la zone territoriale en Italie avec la plus forte concentration de la population immigrée enregistrée légalement. Au début de l'année 2007, cette population s'éleva à 430.000 personnes selon l'estimation effectuée par le rapport Caritas/Migrantes ; une partie d'entre elles n'avait pas encore été enregistrée.

Plus de 180 nationalités sont représentées parmi ces immigrés. Ils arrivent en majorité en provenance de l'Europe et de l'Asie: la plus grande partie vient de la Roumanie (22,3%), des Philippines (9,1%) et de la Pologne (6%).

Au début de l'année 2007, parmi les 3.690.000 migrants enregistrés de manière régulière en Italie, 556.000 personnes venaient de Roumanie: 53,4% parmi elles étaient des femmes. Selon une estimation mise à jour, la présence des Roumains a atteint le nombre de 1.016.000 personnes début 2008.

Immigrés et travail

En Italie, les immigrés (1 sur 10 personnes employées) deviennent un pilier de plus en plus important du marché de travail, ou le taux de chômage est en baisse constante.

Le salaire perçu par les immigrés Roumains est légèrement plus bas que le salaire moyen perçu par les immigrés (10.042 € en 2004 selon l'INPS –Service National de Sécurité Sociale): les femmes reçoivent 40% de moins que les hommes. Un nombre considérable de femmes (plus d'une sur 4) travaille dans le domaine du service à la famille. Néanmoins, elles sont également employées dans d'autres secteurs tels que le service à la personne et l'assistance maternelle.

L'exploitation des femmes s'accroît. Des jeunes filles sont violemment recrutées dans les zones les plus pauvres de la Roumanie afin d'alimenter les filières de prostitution : leur nombre a augmenté de 18.000 à 35.000 personnes par an en Italie (pas seulement de la Roumanie). Malheureusement, des actes d'agression sexuelle se produisent également au niveau des ménages au détriment des femmes roumaines et autres travailleurs domestiques travaillant pour les familles italiennes.

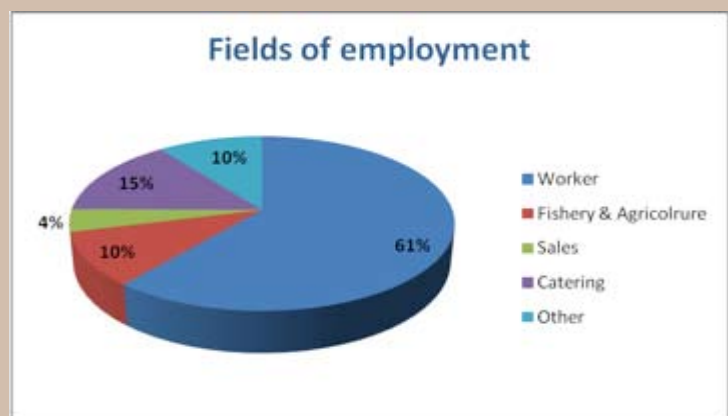
Immigrés irréguliers

Le nombre d'immigrés "sans papiers" en Italie s'élève à environ 400.000 domestiques et assistants à la personne – en faisant référence au travail typiquement féminin – et à environ 250.000 hommes employés comme travailleurs dans le secteur de la pêche et de l'agriculture, de la vente, de la restauration ou dans d'autres secteurs.

L'offre de travail provenant de l'étranger est fortement dédiée aux femmes tandis que l'activité clandestine dans le secteur de la production des biens et des services est une prérogative typiquement masculine. Une exception de cette tendance est le secteur de la restauration.

Selon les données de l'Institut National de Statistiques, le nombre de personnes extra communautaires vivant en Italie, qui représente actuellement 5,8% de la population, pourrait augmenter en 40 ans jusqu'à 18,4% des citoyens italiens.

Pour en savoir plus : www.caritasitaliana.it



Protraits en Gender and Migration

Interview avec Paola Brianti, Présidente de la Commission pour les "Affaires Communautaires et Internationales" de la région Lazio



Paola Brianti, Présidente de la Commission pour les "Affaires Communautaires et Internationales" de la région Lazio, est un des décideurs politiques les plus attentifs aux enjeux migratoires. Elle a récemment attiré l'attention de la Commission sur les lois concernant les droits des migrants (mai 2008).

Dans cette [interview](#), qui est accessible en version intégrale sur la page Internet de [GEMMA](#), elle parle du rôle de la Commission, ses champs de compétence et son large champ d'action destiné à atteindre un large public par les thèmes européens.

La Commission pour les "Affaires Communautaires et Internationales" considère les questions de genre et de migration comme des éléments clés sur son agenda politique. L'interview précise également les activités liées à ce fait et traite des liens entre les résultats de recherches et leur utilité dans la prise de décision politique.

Initiatives : Comment y associer plus de personnes

L'homonyme de GEMMA : un cadre différent, un champ d'action similaire

Un programme de master interdisciplinaire, avec la participation de huit universités européennes, a été lancé dans le cadre du Erasmus Mundus programme de la Commission Européenne. Le programme, qui par coïncidence porte également le nom GEMMA, offre un degré de Master Européen commun en études de femmes et de genre. Les étudiants participant à ce programme suivront des cours dans le domaine des études de femmes, des études de genre, et dans le domaine de l'égalité des chances. La mobilité est un élément clé du programme et les étudiants sont censés mener leurs études dans différentes universités européennes. Au final, les diplômés reçoivent un double diplôme délivré par leur institution ainsi que par le partenaire. Par ailleurs, avec cinq partenaires en Amérique du Nord et du Sud, le consortium a été élargi afin de former le Monde GEMMA, attribuant au programme une véritable dimension globale et offrant la possibilité pour les étudiants d'apprendre davantage sur les questions de genre dans un dispositif académique non-Européen également.

Pour plus d'information:

<http://www.ugr.es/local/gemma>

Published by the GEMMA Consortium. Edited by the Hungarian Science and Technology Foundation. GEMMA is supported by the Seventh Framework Programme of the European Union

